

POLITIQUE

LES DEUX AVIS DU CESE

Lien entre environnement, sécurité et développement durable ; impact de l'emploi des jeunes sur la stabilité économique et sociale : ce sont les deux avis, qualifiés de "robustes", rendus par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), qui a achevé hier sa première session ordinaire.

Page 2

SOCIÉTÉ

DES MARES D'IMMONDICES

Conséquence de la très grosse pluie des premières heures d'hier – outre les éboulements habituels –, de véritables rivières charriant des objets identifiés comme des immondices. Lesquelles, faute de ramassage ces derniers jours, font désormais craindre des maladies hydriques.

Page 6

ECONOMIE

FGIS : 20 MILLIARDS AU PROFIT DES PME



C'est une initiative louable et un effort significatif au profit des PME. Le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) vient de créer une société de capital-investissement dénommée "Okoumé-capital" et dédiée, grâce à un fonds de 20 milliards de francs, au financement de l'entrepreneuriat.

Page 4

FAIT DIVERS

VOLEURS DE VÉHICULES



Quatre hommes – deux Gabonais, un Tchadien et un Camerounais – viennent d'être écroués à la prison centrale de Libreville. Ils appartiendraient à un réseau de vol de véhicules, propriété d'institutions publiques. L'un d'eux aurait d'ailleurs expliqué aux enquêteurs la façon dont ils opéraient.

PROVINCES

TRONÇON MEDOUNEU-OYEM : LE CHEMIN DE CROIX



Bourbiers, cratères, ponts brinquebalants : le tronçon routier Medouneu-Oyem (380 km, à partir de Kougouleu), en passant par le district de Sam, est dans un tel état que les usagers qui s'y aventurent vivent un vrai chemin de croix. Et dire qu'il aurait dû représenter une belle alternative à l'axe Ndjolé-Oyem (525 km).

Page 17

ECONOMIE

Appui du FMI : le gouvernement rassure

Page 5

SOCIÉTÉ

Les délestages persistent

Page 6

SPORTS

Fégafoot : Oumar Mamadou sur la touche

Page 14

n° 12675 - Vendredi 16 Mars 2018

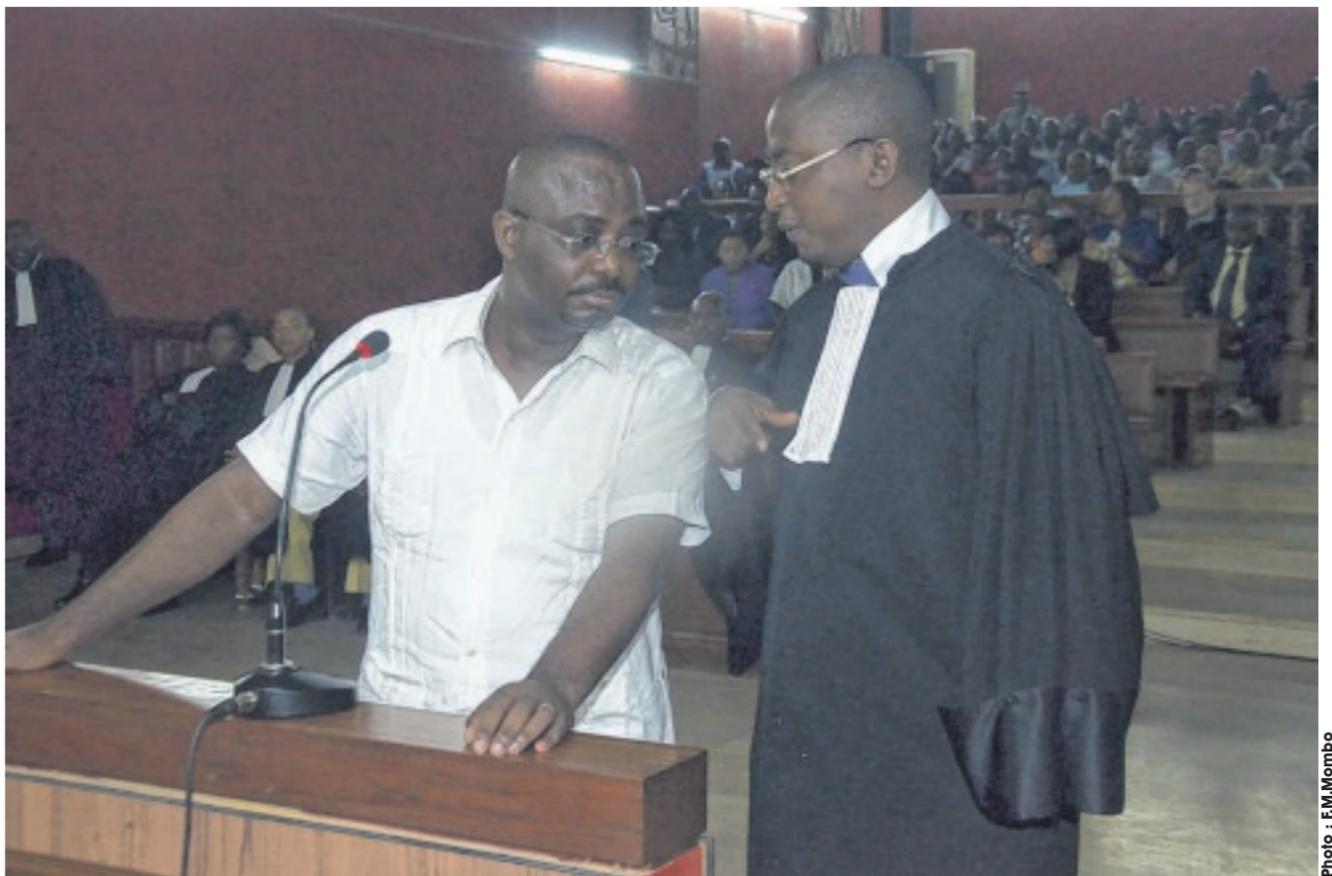
42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63. Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Première session de la Cour criminelle spéciale (CCS)

WADA : À CHARGE ET À DÉCHARGE



L'ex-coordonateur général de l'Unité de coordination des études et des travaux (Ucet), Blaise Wada, était hier face aux juges de la Cour criminelle spéciale (CCS) pour répondre de détournements présumés de fonds. Une première audience consacrée aux débats contradictoires. L'accusé assurant n'avoir "rien à se reprocher", son avocat insistant sur l'absence de preuves, pendant que ceux de l'Etat estimaient les éléments de celles-ci suffisants pour obtenir la condamnation de l'accusé. Rendez-vous le 20 mars prochain pour l'audition des témoins.

Page 9

Pour moi quoi...

Je ne sais pas, moi Makaya, si les hauts cadres des régies financières qui se livrent des "guerres" de tranchée et de positionnement se rendent compte du mal qu'ils font au pays. Depuis que le pays est entré en récession, ces gâtés de la République qui avaient le beurre et l'argent du beurre, parce que ne maîtrisant plus comme au bon vieux temps tous les circuits de la dépense de l'Etat avec les avantages liés à leurs positions, posent des actes qui dépassent l'entendement. Tenez par exemple, cette question de dette intérieure qu'il faut liquider pour relancer les activités économiques, savez-vous pourquoi ils ne sont pas du tout contents là-bas et tentent de tout torpiller ? Eh ben, on est au Gabon, pays de verre où tout est transparent, où tout ce qui se fait se sait à la seconde. Nos financiers en sont-ils conscients ? Pas évident quand chacun défend

sa chapelle, et roule pour elle et donne des coups bas.

Sinon, comment comprendre qu'à peine décidé d'éponger la dette intérieure, ces bons "serviteurs" de l'Etat ont retrouvé leur allant d'antan et immédiatement (re)actionné leurs réseaux pour satisfaire en priorité leurs "amis spéciaux". Mais, c'était sans compter avec les initiateurs qui ont mis en place une plateforme de dialogue entre l'Etat et les entreprises locales pour un règlement diligent des créances. Ce qui a déclenché l'ire de ces gourmands à qui on venait d'enlever le bout de manioc de la bouche. La suite on la connaît : distiller des informations tendancieuses de nature à décrédibiliser le Gabon. Voilà comment des anti-nationalistes tuent leur propre pays quoi ...

... Makaya